

*Le budget—M. Kaplan*

Canada, afin d'offrir un certain niveau de vie et des débouchés à tous les Canadiens, où qu'ils se trouvent.

Depuis quatre ans, alors que l'économie est en plein essor, que de plus en plus de fortunes se font, et que les Canadiens deviennent de plus en plus prospères et trouvent un plus grand nombre d'emplois, on assiste, surtout dans ma circonscription, à une augmentation du nombre de banques d'alimentation et de sans-abri.

Dans le passé, sous des gouvernements libéraux, nous n'avons pas été témoins de cette situation. Chose certaine, les banques d'alimentation ont leur place même dans une société très riche. Une banque de ce genre ou un abri est nécessaire pour les femmes battues qui sont jetées dehors, pour les gens dont la maison est détruite par un incendie et qui doivent se réfugier avec leurs enfants quelque part, afin de passer la nuit ou encore pour les voyageurs qui se font voler ou les gens qui font face à une crise dans leur vie. Cependant, sous un gouvernement conservateur, comme à l'heure actuelle, ce n'est pas là l'objet des banques d'alimentation. Ce n'est pas là la raison pour laquelle, dans ma circonscription, les gens font la queue, afin d'obtenir un repas gratuit. Les banques d'alimentation se chargent maintenant d'aider les pauvres victimes de la politique du gouvernement en matière de développement économique. Elles permettent aux pauvres d'obtenir un bon repas. Dès la troisième semaine de chaque mois apparaissent les files d'attente dans ma circonscription. Ceux qui vivent de prestations, de programmes sociaux, les pauvres qui sont surtout des enfants et des mères seules ou encore des personnes handicapées, commencent à faire la file pour obtenir de quoi nourrir leurs familles jusqu'à ce qu'arrive, à la fin du mois, l'aide sociale inadéquate à laquelle le gouvernement les a réduits.

Quand nous voyons les banques d'alimentation surgir un peu partout et le nombre des sans-abri augmenter, nous commençons à comprendre ce que pense vraiment le gouvernement du filet de sécurité sociale et de la place du marché. Ces personnes sont en marge du marché.

Je n'aime pas faire des allusions personnelles, monsieur le Président, mais je ne puis m'empêcher de rappeler à la Chambre que l'épouse du premier ministre (M. Mulroney) a assisté à l'ouverture officielle d'une banque d'alimentation dans la région d'Ottawa, au cours de la dernière législature. Certains ont dit que c'était une bonne occasion pour les plus riches de notre société qui

avaient une conscience sociale, peut-être la plus vive du monde, de se mettre à l'oeuvre. C'était l'occasion de faire valoir leur nature charitable et leur esprit de bénévolat qui est un élément si fort de la vie canadienne. C'est inconcevable. C'est une véritable honte. Pendant ces quatre années de prospérité, il aurait été normal que le filet de sécurité sociale soit conservé et renforcé, et non taillé en pièces.

J'aimerais aussi parler des programmes universels auxquels le gouvernement s'est dit attaché, et que selon lui, le budget laisse subsister. Nous de ce côté-ci de la Chambre utilisons le terme «récupération». La récupération signifie que si quelqu'un reçoit une prestation sociale quelconque, la sécurité de la vieillesse ou les allocations familiales, et que son revenu dépasse un certain niveau, ces versements sont récupérés et il ne reçoit rien à cause du budget. Si le budget est accepté, c'est la fin des programmes sociaux à caractère universel. Il est faux de prétendre qu'un programme est universel, si certaines personnes âgées n'en profitent pas, et ce sera le cas pour beaucoup d'entre elles.

Jusqu'en 1971, la déclaration d'impôt prévoyait un impôt de sécurité de la vieillesse qui s'élevait à 3 p. 100 de l'impôt payé et qui garantissait le versement de prestations de sécurité de la vieillesse à la retraite. C'était un contrat, un engagement entre un citoyen, un contribuable et le gouvernement, selon lequel les gens devaient recevoir des prestations de sécurité de la vieillesse à leur retraite. Le particulier apportait sa contribution, qui était versée dans un fonds réservé avec comptabilisation distincte.

Le gouvernement a manqué à sa parole envers les personnes âgées. Il a l'hypocrisie de leur dire qu'elles bénéficient encore de programmes universels. A mon avis, il a violé un engagement contractuel. Il a agi comme une compagnie d'assurance qui empocherait les primes et les déposerait dans un fonds distinct, pour ensuite, à la retraite, brûler les livres et ne rien donner pour les contributions de toute une vie à un régime de pension.

J'ai dit au début que je pouvais comprendre que des hausses d'impôt soient parfois nécessaires. Toutefois, les augmentations imposées par le gouvernement actuel alourdi le fardeau des Canadiens pauvres et à revenu moyen, tout en ménageant les familles qui ont les moyens de payer plus proportionnellement. C'est une augmentation qui ne devrait être approuvée en aucun cas.